



BOYCOTT DU CHSCT

Avignon, le 02/10/2014,

A l'occasion du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du 02-10-2014, les organisations syndicales voulaient obtenir des réponses sur l'ensemble de la démarche stratégique et sa déclinaison dans le département. En présence des agents du CDIF d'Avignon, des réponses précises sur l'avenir du cadastre étaient exigées d'autant que le DDFIP devait donner ses choix départementaux pour le 28 juillet 2014.

Le manque d'information précise développe chez les agents un fort sentiment d'anxiété. Les questions posées étaient simples et ont porté sur les modalités et le calendrier des différentes opérations :

- Démantèlement du CDIF dans le cadre du rapprochement SIP-CDIF.
- Transfert/fusion des trésoreries de Pernes et de Cadenet.
- Transfert des trésoreries municipales de Carpentras et d'Orange dans les hôtels des impôts correspondants.

Lors des vifs échanges, le directeur a dévoilé officiellement la fusion des deux SIE, des deux SPF et des deux SIP d'Avignon sans donner d'échéances.

Malgré l'insistance des organisations syndicales, le directeur a utilisé la langue de bois pour n'apporter aucune réponse. Dans ce contexte, les représentants des personnels ont refusé de siéger au CHSCT. Il est extrêmement rare que les organisations syndicales boycottent le CHSCT, instance à laquelle elles sont particulièrement attachées pour agir pour la défense des conditions de vie au travail.

Cet épisode est significatif de la qualité du dialogue social en Vaucluse. Attention, ce n'est pas un phénomène isolé, dans d'autres départements les décisions sont imposées sans discussion possible